

POINTS CLÉS

VOLAILLES

- En septembre, la reprise des abattages de volailles de chair se poursuit. Les importations françaises de viandes de poulet ont augmenté sur 9 mois, mais ralentissent depuis cet été en lien avec une baisse des importations depuis le Royaume-Uni. Les exportations françaises de viandes de poulet restent en diminution marquée vers l'Union européenne.
- Sur le marché des œufs, la cotation TNO a poursuivi sa hausse en lien avec une offre sur le marché intérieur toujours dynamique au regard de la production. Les importations d'œufs se contractent fortement avec le retour de la production française. La consommation à domicile des œufs est toujours dynamique, favorisée par leur prix abordable dans un contexte d'inflation des prix de l'alimentation.

VIANDE PORCINE

- En octobre 2023, les abattages de porcs ont continué leur recul (- 3,6 % en volume et - 4,3 % en têtes sur douze mois glissants).
- Les cotations françaises, après des niveaux record au printemps, puis à l'été, ont ensuite connu un recul continu, qui tend aujourd'hui à se ralentir, à un niveau encore assez significatif (1,95 €/kg de carcasse classe S au 27 novembre).
- Si les cotations sont en recul, les coûts liés à l'aliment se tassent, ce qui concourt à maintenir la rentabilité des élevages.
- En septembre 2023, importations et exportations sont en recul.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) continue à ralentir. En septembre, son évolution devient nettement négative (- 3,5 % sur douze mois glissants).

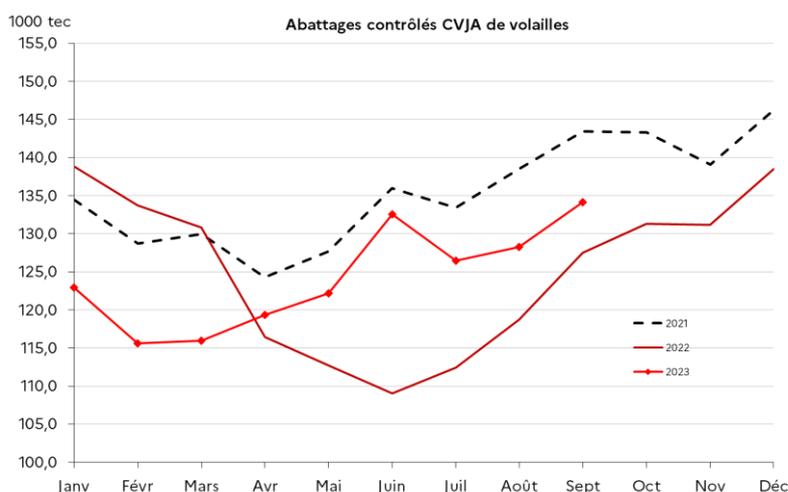
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés poursuivent leur recul en France sur les neuf premiers mois de 2023, malgré le rebond du secteur volailles. Les intégrations de céréales continuent par ailleurs leur progression par rapport à 2022, ceci grâce à la baisse des prix des céréales. Le blé et l'orge regagnent en compétitivité face au maïs sur la période fin 2023 / début 2024.
- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont reculé en septembre 2023 (- 5,6 % en volume par rapport à septembre 2022).
- En septembre 2023, l'indice Ipampa pour aliments composés a reculé de 1,0 % par rapport au mois précédent.

VOLAILLES DE CHAIR

• En août 2023, les mises en place de volailles de chair ont repris (+ 3,2 %), tirées à la hausse par les filières poulets (+ 4,0 %) et canards (+ 12,8 %). Les mises en place de dindes sont restées inférieures à 2022 (- 11,2 %).

Les abattages de volailles de chair ont continué d'augmenter, après avoir fortement diminué en 2022 à la suite de l'épizootie d'influenza aviaire. Ainsi, en cumul sur les neuf premiers mois de 2023, les abattages ont été supérieurs de 1,6 % par rapport à l'an dernier. Sur 9 mois, les dynamiques se sont maintenues avec des hausses d'abattages de poulets (+2,1%), de canards gras (+22,2 %) et de pintades (+5,5 %) mais des abattages toujours en repli en filière dindes et canards à rôtir respectivement (- 4,6 %) et (- 3,1 %). Néanmoins, les abattages pour ces deux espèces sont repartis à la hausse depuis le mois de juillet.



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

• Sur les neuf premiers mois de 2023, la baisse des **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet est restée marquée en volume (- 15,5 % soit - 43,5 ktec). Le recul reste plus accentué vers l'Union européenne, (- 21,0 % soit - 37,2 ktec) notamment vers les Pays-Bas et l'Allemagne, que vers les pays tiers (- 6,0 % soit - 6,2 ktec).

• Les **importations** de viandes et préparations de poulet par la France sont restées supérieures en cumul sur l'année en volume (+ 2,9 % soit 17,0 ktec) et en valeur (+ 9,5 %). Néanmoins pour le quatrième mois consécutif, les importations totales de viandes et préparations de poulet ont reculé ; la baisse étant de - 0,8 % sur le mois de septembre. Ce repli s'explique par une diminution des importations depuis les pays tiers (- 28,1 % soit - 19,9 ktec) notamment depuis le Royaume-Uni tandis que les volumes sont restés en progression depuis l'Union européenne (+ 7,3 % soit 36,9 ktec). Plus globalement, sur les neuf premiers mois de 2023, le solde global des échanges des viandes et préparations de volailles a été déficitaire, - 362,3 ktec et - 1,1 milliard d'euros. Le déficit s'est creusé par rapport à celui de 2022 à la même période, à la fois en volume (- 75,5 ktec) et en valeur (- 163,4 millions d'euros).

• Sur les neuf premiers mois de 2023, selon les données du panel consommateur Kantar, les **achats des ménages** de viandes et élaborés de volailles pour leur consommation à domicile ont maintenu leur progression (+ 1,3 %) en volume, malgré un contexte de hausse des prix (+ 10,4 %). Parmi les catégories de volailles fraîches, les achats de viandes de poulet sont restés le moteur de la consommation avec une augmentation de 7,8 % dans un marché très favorable aux découpes (+ 9,5 %). Les achats d'élaborés (hors charcuterie) se sont repliés, pénalisés par leurs prix élevés, après avoir été en forte croissance les années précédentes. Enfin, le repli de la consommation de magret de canard s'est atténué (- 3,2 %), en lien avec le retour de l'offre. La consommation des filets de canards est restée en retrait (- 14,3 %).

En septembre, la hausse des prix d'achat par les ménages des viandes de volailles a atteint + 3,9 % avec des achats en hausse de 4,7 %. Cette hausse des prix n'est pas homogène entre l'ensemble des produits de volailles, ainsi elle atteint 1,4 % pour la viande fraîche de poulet et 6,9 % pour les élaborés (hors charcuterie de volailles).

LAPINS

La baisse des **abattages** de lapins s'est maintenue avec des volumes abattus inférieurs à leur niveau de 2022 sur la même période (- 8,7 % soit - 1,8 tec).

La cotation nationale du lapin vif a légèrement baissé entre les semaines 42 et 45 (- 2 centimes) pour s'établir à 2,59 €/kg de poids vif, au même niveau que la semaine 45 de 2022, sous l'effet du repli du prix de l'aliment.

En cumul sur les neuf premiers mois de 2023, les exportations de viandes de lapin ont diminué (- 2,8 % soit - 77 tec), toujours pénalisées par le repli des envois vers l'Union européenne (- 10,0 % soit - 253 tec) notamment

vers l'Italie. La hausse des envois vers les pays tiers (+ 35,4 % soit + 153 tec), notamment vers le Royaume-Uni, ne permet pas de compenser ce repli. Les **importations** ont maintenu leur hausse (+ 8,8 % soit 51 tec) en lien avec l'augmentation des volumes importés depuis la Chine (+ 117 tec).

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

Sur les huit premiers mois de 2023, les mises en place de poules pondeuses ont été inférieures de 7,1 % à leur niveau de l'an dernier. Après une courte reprise sur les mois de mai (+ 4,9 %) et de juin (+ 30,6 %), les mises en place ont enregistré des baisse en juillet (- 33,9 %) et août (- 8,4 %).

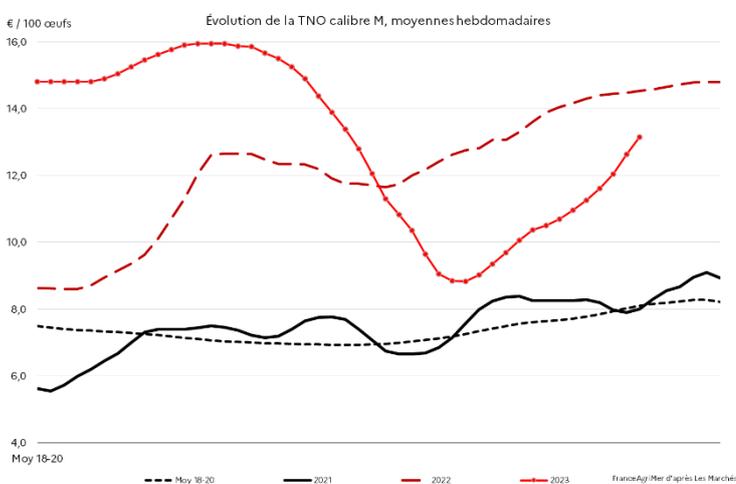
Après avoir fortement augmenté depuis l'été 2022, les **importations** d'œufs et d'ovoproduits ont reflué depuis le printemps 2023 en lien avec la reprise progressive de la production.

Dans le détail sur neuf mois 2023, les **importations d'œufs coquilles** se sont contractées (- 9,7 % soit - 4,8 ktéoc). Les volumes importés depuis la Pologne qui avaient couvert l'essentiel des volumes supplémentaires importés depuis 2022 ont reflué (- 3,4 % soit - 4,6 ktéoc). La baisse des importations concerne aussi les Pays-Bas et la Belgique. En parallèle, les **exportations d'œufs coquilles** sont restées inférieures à l'an dernier (- 15,3 % soit - 2,4 ktéoc) avec des volumes en baisse quelques soient les destinations. Sur la même période, les **importations d'ovoproduits** alimentaires ont aussi diminué (- 20,2 % soit - 13,7 ktéoc) depuis l'ensemble des fournisseurs à l'exception de l'Italie. Les **exportations** d'ovoproduits alimentaires n'ont pas repris (- 4,3% soit - 2,6 ktéoc, sous l'effet du repli des exports vers la Belgique, première destination des ovoproduits français (-17,9 % soit - 3,6 ktéoc).

Sur les neuf premiers mois de 2023, le solde global des échanges d'œufs coquille et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires de la France est déficitaire en volume (- 17,7 ktéoc) et en valeur (- 72,0 millions d'euros). En lien avec le repli des importations, le déficit s'est rapproché de son niveau de 2022 en volume (- 11,9 ktec) mais reste dégradé en valeur (- 18,1 millions d'euros).

Dans un contexte d'offre restreinte face à une demande qui est restée soutenue, la progression des cours de la TNO ne s'est pas interrompue. Les cours sont en deçà des niveaux records enregistrés l'an dernier avec la crise de l'IAHP, mais nettement au-dessus des niveaux de 2021. En semaine 46, le cours TNO a atteint 13,15 € / 100 œufs (- 1,40 € / s.46 2022).

En cumul sur les neuf premiers mois de 2023, selon les données du panel consommateur Kantar, la **consommation** d'œufs des ménages a progressé de 2,5 %, et ce malgré une augmentation du prix moyen des œufs de 15,2 % par rapport à 2022. Les dynamiques de consommation sont restées différentes selon les catégories d'œufs. Les œufs au sol (+ 21,0%) et les œufs plein air hors label rouge (+ 15,2 %) ont continué de porter la croissance du marché. À l'inverse les achats se sont contractés pour les œufs cage (- 15,2 %) et les œufs biologiques (- 14,4 %). Les achats des œufs labels rouges se sont stabilisés (+ 0,2 %).



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

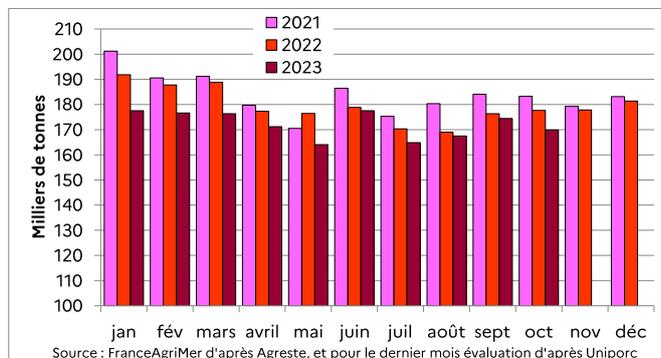
FILIÈRE PORCINE

Abattages

Les **abattages** en France confirment en octobre 2023 leur repli significatif par rapport aux années précédentes. Sur douze mois glissants, les volumes ont reflué de 3,6 % en volume et de 4,3 % en têtes. Depuis 2 ans, les volumes abattus en France n'ont cessé globalement de s'effriter, suivant en cela le déclin du cheptel porcin français. L'enquête cheptel de mai 2023 signalait en effet un recul de 3,2 % pour les truies et 4,1 % pour l'ensemble des porcins, et un rééquilibrage ne paraît pas devoir s'opérer à court terme.

La **demande intérieure française** reste toujours peu dynamique. L'inflation, même en ralentissement, constitue très probablement un facteur limitatif dans les achats de viande. Les **exports vers les pays tiers** (en particulier l'Asie) sont par ailleurs toujours au ralenti et les perspectives d'une reprise paraissent peu probables à court terme.

Au niveau européen, les abattages globaux poursuivent leur tendance baissière, en lien là aussi avec le recul des cheptels.

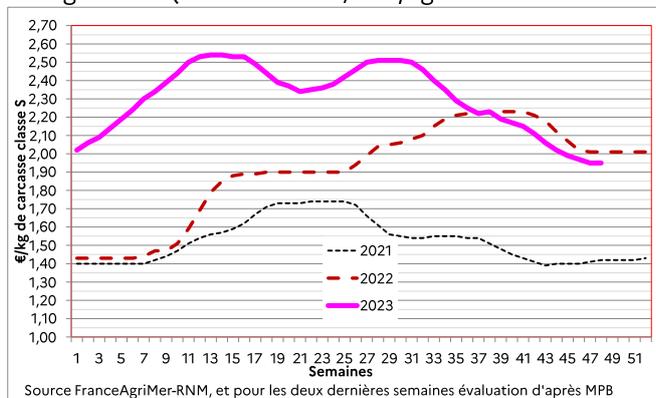


Cotations carcasse classe S

Les **cotations françaises**, après des niveaux record au printemps, puis à l'été, ont ensuite connu un recul continu, qui tend aujourd'hui à se ralentir, à un niveau encore assez significatif (de l'ordre de 1,95 €/kg de carcasse classe S au 27 novembre).

Cette situation témoigne d'un marché où l'offre, quoique en recul par rapport à 2022, a connu une reprise saisonnière et tend maintenant à se stabiliser. La demande est pour sa part un peu plus dynamique, aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'export.

Les principaux **prix de référence européens** sont globalement stables, notamment en Allemagne (2,10 €/kg) et en Espagne (1,63 €/kg vif). Les raisons sont les mêmes, avec une offre de viande en légère progression et une demande intérieure un peu plus soutenue sur le marché UE. En revanche l'export pays tiers, en particulier vers l'Asie, reste très difficile. Les États-Unis et le Brésil, avec des prix d'un niveau très inférieur, jouissent d'un net avantage commercial sur le marché chinois. L'Espagne ne peut guère les concurrencer, si bien que des volumes espagnols sont redirigés sur le marché UE.



Échanges

Sur les neuf premiers mois de 2023 comparés à la même période en 2022, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations** en volume de la France étaient en recul (- 7 %, - 25 kt). En baisse vers l'UE (- 6 %, - 13 kt) ; elles ont cependant progressé sur l'Italie, principale destination (+ 6 %, + 3 kt), et ont reculé vers les pays tiers (- 10 %, - 12 kt), notamment vers la Chine (- 11 %, - 5 kt). Les exports vers la Chine restent réduits, comparés au développement de la production locale et de la concurrence des États-Unis et du Brésil.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont décliné (- 7 %, - 14 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, se sont également tassées (- 46 %, - 14 kt).

Consommation

La **consommation totale** de porc en volume (calculée par bilan), qui en 2022 avait connu un rythme de croissance non négligeable (de l'ordre de 3 % en annuel) a vu cette tendance s'inverser en 2023 : en septembre (sur douze mois glissants), l'évolution est nettement négative avec des volumes consommés en recul de 3,5 % (situation proche de celle de fin 2019).

Les **prix au détail** constatés par l'Insee jusqu'en octobre 2023 ont cessé leur hausse et connaissent même un très faible reflux. Cependant, compte tenu de la forte inflation antérieure, la progression des prix sur douze mois glissants reste à un niveau élevé pour le porc (+ 10,6 %). Cette hausse est moindre néanmoins que celle de l'ensemble des viandes (+ 12,3 %), des viandes séchées, salées ou fumées (+ 14,1 %), et des autres charcuteries (+ 14,6 %).

Selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en septembre 2023, les volumes achetés par les ménages pour leur **consommation à domicile** se tassent : - 1,2 % pour la viande de porc hors élaboré, - 2,1 % pour les saucisses fraîches ainsi que pour le jambon. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages reste proche de la stabilité.

ALIMENTATION ANIMALE

Pour les FAB, les fabrications d'aliments composés poursuivent leur recul en France sur les neuf premiers mois de 2023, malgré le rebond du secteur volailles. Les intégrations de céréales continuent par ailleurs leur progression par rapport à 2022, ceci grâce à la baisse des prix des céréales. Le blé et l'orge regagnent en compétitivité face au maïs sur la période fin 2023 / début 2024.

Les **fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP** ont reculé en volume en septembre 2023 (- 5,6 % par rapport à septembre 2022), avec des évolutions négatives sur les aliments pour bovins (- 4,8 %), poulet (- 7,9 %), poules (- 4,9 %) et porcins (- 8,7 %). En septembre 2023, l'**indice Ipampa** pour aliments composés a reculé de 1,0 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 1,5 %, volailles - 0,4 %). Le **coût de l'aliment porc croissance IFIP** poursuit son reflux en septembre à 347 €/t, à un niveau qui reste élevé. L'**indice coût matières premières Itavi** d'octobre 2023, au regard du mois précédent, a reculé de 2,0 % pour les poules pondeuses et de 0,9 % pour le poulet standard.